

# **GHIJURNATE INTEKNAZIUNALE**

**DIBATTITU PULITICU E CUNCERTU**



# **6/7**

## **AOSTU 2022**

**CITADELLA DI CORTI**

# Cap 'Articulu

da Éric SIMONI

« S'È NO TIREMU TUTTI INSEME... »

Lors d'une dernière interview donnée à Corse-Matin Gérard Darmanin, ministre français en visite dans notre pays déclarait : "Les Corses sont des Français". Ce n'est pas la première fois qu'un haut représentant de l'Etat français de passage en Corse se livre à ce curieux exercice d'auto-suggestion, plus souvent connu sous le nom de « méthode Coué » qui consiste à ancrer en soi de manière quasi hypnotique une idée, en pensant en faire une réalité. Il est évident que si la Corse était, vraiment - autrement que d'un point de vue aussi administratif qu'arbitraire et contestable - une région française, cet exercice ne s'imposerait pas. Ce type de procédé peut sûrement fonctionner lorsqu'il s'applique notamment à l'approche psycho somatique de certaines pathologies. Mais il y a peu de chances que cela ne mette pas, au contraire, en lumière l'aspect contradictoire, obsolète, et illégitime d'une démarche qui vise, dans un cadre politique bien précis, à nier les évidences et à opposer une fin de non recevoir à des aspirations qui resteront incontournables car issues, elles, de réalités humaines dont la négation même a quelque chose de criminel.

Nous sommes bien deux peuples différents, avec des imaginaires, des histoires, et des héros nationaux différents. C'est le refus cynique par l'Etat français de reconnaître cette réalité qui est la source de tous les conflits et de tous les drames.

Et le cynisme ne s'arrête pas là. Les annonces faites pour verrouiller et détourner un débat qui se prétend « historique », en mettant en avant des problématiques bien réelles, sans apporter d'autre solution que la soumission à un « état de droit » étranger, à géométrie variable, dont les Corses ont depuis trop longtemps fait les frais, sont là pour l'attester. Par exemple, qui, dans le domaine de la lutte contre la « criminalité organisée », peut être assez naïf ou suicidaire pour penser que l'Etat français garantira une action sincère et efficace contre une dérive qu'il a encouragée et renforcée pendant des décennies, en menant notamment une politique de criminalisation et de répression du mouvement national corse, pendant que le business du crime, lui, continue de servir au maintien de l'« équilibre économique » colonial ? Et alors même que les propositions, notamment défendues par Corsica Libera, et dont certaines ont été validées par les institutions de la Corse, sont rejetées



“ **Nous sommes bien deux peuples différents, avec des imaginaires, des histoires, et des héros nationaux différents. C'est le refus cynique par l'Etat français de reconnaître cette réalité qui est la source**

en bloc et inapplicables face à des lois injustes que l'on nous impose depuis Paris.

Qui, à part le FLNC dont la dernière communication - sans risque d'en faire une exégèse par trop hasardeuse - semble assez explicite à cet égard, apporte aujourd'hui une quelconque garantie que le statut de résident, mesure vitale - et pas forcément suffisante d'ailleurs - pour enrayer la frénésie spéculative et le cortège de malheurs et de drames qui lui sont rattachés, soit un tant soit peu respecté? Personne.

**Les « lignes rouges » des commis de l'Etat français constituent même la preuve flagrante qu'aucune marge de manœuvre ne sera laissée aux Corses pour résoudre véritablement et durablement leurs problèmes. Le premier crime du colonialisme étant de faire croire au colonisé que, livré à lui même, il n'est bon à rien. Et que le meilleur traitement face à cette incapacité atavique ne se trouve que dans l'accroissement de liens de dépendance qui, en réalité - le soutenant comme la corde soutient le pendu - constituent les véritables raisons structurelles de la plupart de ses maux.**

De cela et de bien d'autres sujets, il sera longuement question lors des Ghjurnate Internazionale des 6 et 7 Août prochains où l'expérience d'autres peuples confrontés aux mêmes forces délétères sera d'un apport précieux.

A catena chì ci stringhjè hè più o menu a listessa, ma, cum'è a ci dice una certa canzona, « s'è no tiremu tutt'inseme forse chì un ghjornu sciapperà... ».



**ST GEORGES**  
EAU DE SOURCE CORSE

## Ghjurnate 2022

**6 È 7 D'AOSTU : DUI GHJORNI DI SULIDARITÀ, DI DIBATTITI È DI PRUPOSTE PULITICHE**

Cette édition 2022 sera celle du retour des Ghjurnate. Après l'impossibilité, du fait de la situation sanitaire, de tenir l'événement en 2020 et l'organisation d'une Ghjurnata singulière au mois de septembre 2021 avec une présence internationale assurée en visioconférence, c'est sous un format traditionnel qu'auront lieu les débats et soirées culturelles sur le site de la citadelle de Corti les samedi 6 et dimanche 7 août.

Pour honorer cette 40e édition - les Ghjurnate n'ayant pu se tenir en 1996 et 2020 pour des raisons bien différentes - Corsica Libera aura le plaisir d'accueillir des délégations internationales de grande qualité. Leur présence témoigne, une fois encore, de leur solidarité à l'égard de la lutte du peuple corse ainsi que de la pertinence à une échelle méditerranéenne, européenne et internationale de la revendication d'accession à la pleine souveraineté. Les échanges programmés ne manqueront de démontrer que le réalisme, le pragmatisme et la modernité politiques se situent de ce côté là de l'échiquier politique alors que l'autonomisme conçu comme un horizon institutionnel indépassable et l'acceptation perpétuelle de liens de dépendance apparaît non seulement comme un projet, à terme, néfaste aux intérêts des peuples mais, pour tout dire, particulièrement hors de saison dans un monde fondé, en toute hypothèse, sur le principe d'interdépendance entre Nations souveraines.

Sur le plan national corse, ces Ghjurnate permettront à Corsica Libera de décliner sa vision politique et ses propositions dans la séquence actuelle. Quatre mois après

l'assassinat dans une prison française d'Yvan Colonna et quelques jours après la reprise des discussions avec Paris, ces Ghjurnate seront l'occasion de poser à la fois la question des modalités du rapport de force populaire et de préciser le contenu de ce que nous concevons comme un véritable processus historique. Sur le premier aspect, nos frères basques ont certainement montré l'exemple en organisant le 23 juillet dernier une grande journée d'action et de désobéissance civile. Depuis plusieurs années, Corsica Libera a appelé le mouvement national à s'engager dans un rapport de force populaire et institutionnel face au mépris du fait démocratique par Paris. Cette option qui n'a pas rencontré l'adhésion de la majorité au pouvoir en Corse jusqu'alors conserve toute sa pertinence.

Quant au contenu d'une hypothétique évolution statutaire deux chemins sont praticables : le premier consiste à opérer un rafistolage du statut particulier de la Corse et donc de se situer dans une logique de décentralisation administrative qui ne changera rien de fondamental au risque de disparition du peuple corse sur sa propre terre. Cette voie est à l'évidence une impasse pour la revendication nationale corse. Elle ne nous intéresse pas. La seconde consiste à se placer véritablement au niveau de l'Histoire et à s'inscrire dans une logique de résolution d'un conflit de plusieurs décennies. Elle passe par la reconnaissance des droits nationaux du peuple corse.

Nous sommes prêts à y contribuer.

P.A.T

# GHJURNATE INTERNAZIONALE

DIBATTITU PULITICU E CUNCERTU



**6/7 AOSTU 2022**  
CITADELLA DI CORTI

## À VINCENTE DOLCEROCCA

*In memoria di u militante, di l'artigianu infatichevule di e Ghjurnate internaziunale, di u patriottu curagiosu, cascatu à l'ore fosche di una lotta chì mai ùn pianterà, sin'à a vittoria di u so populu nant'à a so terra, à tè Vincente dedichemu ste Ghjurnate.*

**Amicu caru  
u to esempiu hè u nostru.  
Fiancù à noi sempre firmerai.  
Annantu sta terra  
Fiore di libertà  
A rimigna stirperà  
FLNC**



# Ghjurnate 2022

## U PRUGRAMMA

### SABBATU 6 È DUMENICA 7 D'AOSTU 2022

**SAMEDI 6 AOÛT 2022**

**Débats internationaux**

Après la traditionnelle conférence de presse de présentation des délégations internationales programmée le samedi matin, les débats des Ghjurnate débutent avec une première séquence consacrée à l'actualité des Nations sans Etats présentes à cette 40e édition.

Les thématiques choisies permettent cependant d'établir des ponts naturels avec la situation corse.

Ainsi, le premier échange permettra de faire un point d'étape sur l'initiative portée conjointement par Corsica Libera et les mouvements indépendantistes sardes regroupés au sein de la démarche « Est ora ! » (iRS, ProgReS et Terra !) sur la question du coût de l'occupation militaire en Corse et en Sardaigne (cf. p.04).

Jean-Victor Castor, député guyanais du Mouvement pour la décolonisation et l'émancipation sociale interviendra, par la suite, sur une thématique qui se situe au coeur des préoccupations et des mobilisations en Corse : le combat pour la terre. En Guyane, la dépossession foncière ne procède pas des effets du marché et des logiques de spéculation immobilière mais d'un accaparement historique des terres par l'Etat français qui est propriétaire de plus de 95% du foncier guyanais. La revendication portée par Jean-Victor Castor et le peuple guyanais consiste à obtenir la restitution des terres et leur gestion à travers un organisme public sur le modèle de ce qui existe en Kanaky au niveau des terres coutumières.

“ **Cette vision de l'évolution politique de la Corse (...) s'éloigne, de notre point de vue, d'un processus historique permettant la sauvegarde du peuple corse sur sa terre et d'une logique de résolution de conflit pour ressembler étrangement à une nouvelle étape de décentralisation, d'inspiration régionaliste quoique grossièrement maquillée par un usage impropre du concept d' « autonomie ».** ”



Le troisième temps de cette séquence internationale sera consacré à l'implication de ce que l'on qualifie parfois sous le vocable générique de « société civile » ainsi que des élus locaux, et notamment municipaux, dans les combats pour l'accession à la pleine souveraineté, il sera ici fait état de l'expérience de l'Assemblea Nacional Catalana à travers la présence de Conxita Bosch, membre de l'exécutif de l'ANC, et de Jordi Gaseni, Président de l'AMI, association des municipalités catalanes pour l'indépendance. Neale Hanvey du parti Alba reviendra également sur la contribution des comités en faveur du « Yes » à l'indépendance en Ecosse. L'initiative sarde de Corona de Logu, association d'élus municipaux indépendantistes, sera également présentée.

Enfin, le dernier moment de cette séquence internationale permettra au public des Ghjurnate de bénéficier d'un éclairage sur des réalités nationales extra-européennes trop souvent occultées par les principaux médias. Ainsi, Chika Edoziem présentera le combat de l'IPOB pour l'indépendance du Biafra et la libération de son leader Nnamdi Kanu, actuellement détenu au Nigéria. Alexandra Santerian fera état de l'avancée du conflit qui oppose la République d'Arstakh à l'Azerbaïdjan et à l'internationalisation de cette lutte. La situation en Kabylie fera l'objet d'une intervention de Dihya Harouni au nom du MAK, le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie, qui subit une forte répression du pouvoir algérien au point d'avoir été dernièrement classé sur la liste des « organisations terroristes » par le « Haut conseil de sécurité » (HCS).

**18h30 - Débat animé par Radio Alta Frequenza et U Ribombu Internazionale : « Statu francese assassinu. Hè mortu un patriottu : è po dopu ? ».**

Il y désormais un peu plus de quatre mois, Yvan Colonna, un patriote corse, était assassiné dans une prison française. Ce alors que la simple application du droit aurait dû le conduire à être depuis de nombreuses années rapproché des siens et aboutir à une proche libération.

À la suite de ce drame, le peuple corse s'est massivement mobilisé à l'initiative de sa jeunesse derrière des mots d'ordres clairs : la vérité pour Yvan Colonna, la libération de l'ensemble des prisonniers politiques, la reconnaissance du peuple corse et de ses droits nationaux.

Quatre mois plus tard, l'exigence de vérité ne saurait se satisfaire de la publication d'un rapport commandité et rédigé par les services de l'Etat français lui-même qui détourne le regard vers des responsabilités humaines individuelles, occultant ainsi sa responsabilité première, collective et politique.

Quant aux revendications s'inscrivant dans un cadre politique plus large, elles se situent toujours dans les limbes des « lignes rouges » agitées par Emmanuel Macron et Gérard Darmanin. Au-delà des discussions qui auront lieu, à Paris ou en Corse, ces prochains mois, la mobilisation populaire sera de nouveau, et de façon évidente, une donnée essentielle de la solution politique.

Pour évoquer ces questions, la parole sera donnée, autour de Corsica Libera, aux associations de défense des prisonniers politiques, aux organisations de jeunesse qui ont été au coeur des actions du Collectif de Corti durant les mois passés, à Me Mercinier-Pantalacci, avocat d'Yvan Colonna, à sa famille, ainsi qu'à nos invités basques et catalans pour témoigner de l'actualité répressive de leur combat et de l'inclusion de la question des prisonniers politiques et recherchés dans le résolution des conflits nationaux.



**DIMANCHE 7 AOÛT 2022****Débats internationaux : 16h00****1e partie : « Conflits nationaux et médiation internationale à travers les expériences de Tahiti et d'Euskal Herria ».**

L'aspiration légitime des peuples d'accéder à leur indépendance nationale implique, de facto une situation de conflit avec les puissances étatiques dominantes. Les intérêts de ces dernières étant par essence antagonistes avec la reconnaissance d'un droit inaliénable à l'autodétermination des peuples.

Cependant, la résolution des conflits nationaux ne saurait se résumer à une situation de face à face exclusif entre deux blocs. La médiation internationale est une arme puissante de promotion du droit des peuples à disposer d'eux-même face aux blocages des Etats.

Aussi, en 2013, c'est à la suite d'une résolution parrainée par les Etats du Forum du Pacifique que la « Polynésie française » a été réinscrite sur la liste de l'ONU des « territoires à décoloniser ». Cette reconnaissance implique la reconnaissance officielle du « droit inaliénable de la population de la Polynésie française à l'autodétermination et à l'indépendance ». La résolution 2022 du Comité spécial de l'ONU chargé des questions de décolonisation « exhorte » notamment la « Puissance administrative » à « garantir la souveraineté permanente du peuple de la Polynésie française sur ses ressources naturelles, y compris les ressources marines et les minéraux sous-marins » et demande également à la France « d'intensifier son dialogue avec la Polynésie française » pour aboutir « rapidement » à un processus d'autodétermination « équitable et effectif ».

En Euskal Herria, la médiation internationale pour la résolution du conflit a pris corps avec la Conférence Internationale d'Aiete du 17 octobre 2011. Depuis

Donostia, six experts internationaux (Kofi Annan, Gerry Adams, Pierre Joxe, Jonathan Powell, Gro Harlem Brundtland et Bertie Ahern) co-signaient une déclaration reconnaissant l'existence d'un conflit politique en Pays Basque invitant notamment, d'une part, ETA à s'engager dans un processus de démantèlement et, d'autre part, les Etats espagnol et français à s'engager dans un processus de dialogue. Par ailleurs un Groupe international de contact (GIC) était institué sous la responsabilité de Brian Currin afin d'oeuvrer au désarmement d'ETA.

Si du côté du Pays Basque, la démarche de paix engagée sur le principe de l'unilatéralité en lien avec les acteurs internationaux a reçu des signes tangibles, les Etats espagnol et français demeurent dans une position de fermeture. Plus d'une décennie après Aiete, ce débat sera l'occasion d'effectuer un point d'étape avec les représentants d'EH Bildu et d'EH Bai.

**2e partie : « Indépendance : regards sur 3 référendums (Catalogne, Kanaky, Ecosse) »**

Sur le chemin vers la liberté, toutes les Nations participant aux Ghjurnate ne se situent pas au même stade. Bien que des difficultés demeurent, pour certaines d'entre elles l'heure est venue d'exercer leur droit à l'autodétermination et à faire majoritairement et démocratiquement le choix de l'indépendance.

De ce point de vue, la décennie 2010 a permis de premières expériences en Catalogne, en Kanaky et en Ecosse qui, si elles n'ont pas encore abouties à l'accession à la pleine souveraineté ont constitué des étapes décisives et assurément irréversibles. Désormais, l'objectif des mouvements indépendantistes consiste à faire de la décennie 2020 celle de leur concrétisation.

En Catalogne, les consultations populaires organisées par la société civile catalane depuis le début de la décennie 2010 ont conduit à l'organisation d'un référendum d'autodétermination par la Generalitat le 1er octobre 2017 sans l'accord de l'Etat espagnol. La forte participation constatée au regard du contexte de tension entretenu par Madrid (plus de 42 %) ainsi que les plus de 2.3 millions de votes « oui » (plus de 90% des exprimés) ont attesté de la volonté populaire en faveur de l'indépendance. Après ce référendum, la Déclaration unilatérale d'indépendance votée par le Parlement catalan a entraîné une vague de répression envers les responsables catalans. Désormais, le débat porte sur la façon de donner un prolongement au mandat démocratique conféré par le vote de 2017 malgré l'opposition du pouvoir espagnol.

En Kanaky, trois référendums devaient être organisés depuis 2018 conformément à la lettre et à l'esprit des Accords de Nouméa. Les deux premiers scrutins ont été remportés par le « non » malgré une forte poussée du

vote indépendantiste (43,33 % en 2018 et 46,74 % en 2020). Devant la perspective d'une victoire des partisans de l'indépendance, le pouvoir français a grossièrement trahi et la lettre et l'esprit des Accords de Nouméa en organisant par la force et la précipitation un pseudo référendum sans la participation des indépendantistes et donc de la grande majorité des kanaks. À la suite de ces manoeuvres, le FLNKS a annoncé boycotter le « comité des signataires » et milite pour relancer un véritable processus de décolonisation. Les indépendantistes kanaks ont reçu le soutien des pays du Forum du Pacifique qui dans un texte issu de leur dernier sommet tenu du 11 au 14 juillet dernier émettaient « de sérieux doutes sur la légitimité du résultat du référendum (...) qui ne s'est pas tenu dans l'esprit de l'accord de Nouméa ».

En Ecosse, le gouvernement britannique de David Cameron avait fait le choix d'accepter l'organisation d'un référendum sur l'indépendance en 2012 à un moment où les sondages prédisaient une très large victoire du « non ». Finalement après une campagne combative et pédagogique des partisans du « oui », le résultat fut bien plus équilibré : 55 % de « non » contre 45 % de « oui ». Le sentiment indépendantiste a cependant continué à croître et a même été renforcé par le Brexit puisqu'à l'inverse des britanniques, le peuple écossais a manifesté clairement sa volonté de demeurer au coeur du projet européen. Aussi, le gouvernement d'Edinburgh a annoncé l'organisation d'un second référendum (Indyref2) pour le 19 octobre 2023. Pour le moment, le gouvernement britannique y est opposé.

**Débat national : 17h30****« Revendication nationale corse et évolution statutaire : propositions pour un vrai processus historique ».**

Aux lendemains de l'assassinat d'Yvan Colonna, dans un contexte de mobilisation populaire massive et à quelques semaines de l'élection présidentielle, le gouvernement français annonçait l'ouverture d'un « processus à vocation historique ». Néanmoins, par-delà les annonces opportunistes pour tâcher de ramener un calme politique apparent, la suite des événements conduit légitimement à douter du caractère véritable « historique » de la démarche en cours. En effet, le document co-signé dès le mois de mars dernier par Gérard Darmanin et Gilles Simeoni s'inscrit dans la logique bien connue des « lignes rouges » et des « préalables ». Aussi, dès l'amorce du « dialogue », les principales revendications validées par le suffrage universel depuis plusieurs années semblent placées en dehors du périmètre des discussions : citoyenneté corse avec statut de résident, co-officialité de la langue, reconnaissance des droits du peuple corse. Quant à la question de la libération des prisonniers politiques qui situerait la séquence actuelle dans une véritable perspective de résolution d'un conflit de dimension nationale et non dans une énième réforme

de décentralisation administrative, elle est pour l'heure totalement occultée du côté de Paris. Gérard Darmanin se contente, en effet, à cet égard de rappeler le rapprochement en Corse d'Alain Ferrandi et de Pierre Alessandri... vingt ans après que Jean-Pierre Raffarin et Nicolas Sarkozy se soient engagés au nom de l'Etat français à procéder à la stricte application du droit et de la justice.

À l'occasion de ce débat, Corsica Libera prendra l'initiative politique de présenter ses propositions pour un véritable processus de dimension historique qui garantisse l'exercice par le peuple corse de ses droits nationaux et sa survie sur la terre de la Corse alors que celui-ci est minorisé par l'installation massive de nouveaux arrivants et par les phénomènes spéculatifs : droit à décider de son avenir, droit à sauvegarder et transmettre sa langue, droit à protéger sa terre et à vivre dignement en accédant à l'emploi et au logement, droit à maîtriser son développement à travers les moyens juridiques et financiers afférents.

Ces questions seront abordées en présence des députés indépendantistes polynésiens et guyanais siégeant au sein du Parlement français qui ont acceptés notre invitation et est ouvert à l'ensemble des Corses qui partagent notre vision de l'avenir de notre pays.



# Ghjurnate 2022

## I NOSTRI INVITATI

### UN PLATEAU INTERNATIONAL EXCEPTIONNEL



#### CATALUNYA

Lluís Puig a été ministre de la culture de la Generalitat de Catalunya sous la présidence de Carles Puigdemont.

Actuellement député (Junts per Catalunya) au Parlement catalan il est contraint à l'exil du fait des poursuites diligentées par l'Etat espagnol à la suite de l'organisation du référendum du 1er octobre 2017.

La situation de Lluís Puig est au coeur d'un bras de fer entre Barcelone et Madrid depuis que Laura Borràs, alors Présidente du Parlement catalan, a pris la responsabilité de comptabiliser le suffrage de Lluís Puig dans le cadre d'une délibération mise au vote au début du mois de juillet contre la décision du Tribunal constitutionnel espagnol.

Lluís Puig est par ailleurs membre du Consell Per la República, instance présidée depuis Bruxelles par Carles Puigdemont qui entend poursuivre le mandat donné par le peuple catalan dans les urnes le 1er octobre 2017 et promouvoir à l'international le combat pour l'indépendance.



Jordi Gaseni (Président) et Rosa M. Sanjaume (ccordinatrice) représentent l'Associació de Municipis per la Independència (AMI). Cette association de maires et élus municipaux indépendantistes est très active dans le combat pour l'accession de la Catalogne à la pleine souveraineté.

Notre amie Conxita Bosch sera de nouveau présente aux Ghjurnate. Elle s'exprimera cette année dans le cadre de ses nouvelles fonctions au sein de l'exécutif de l'Assemblea Nacional Catalana (ANC), organisation de la société civile qui s'est distinguée ces dernières années par l'organisation de fortes mobilisations populaires en faveur de l'indépendance.

Alors qu'Etat Català, le parti historique de Francesc Macià vient de célébrer son centenaire, son Président, notre ami Jordi Mirò, sera de nouveau fidèle au rendez-vous des Ghjurnate.



#### SCOTLAND

Nous avons le plaisir d'accueillir cette année Neale Hanvey, leader des députés du parti indépendantiste Alba au Parlement britannique de Westminster.

Après l'organisation d'un premier référendum d'autodétermination en 2014 où le « Yes » avait récolté 45% des voix, le sentiment indépendantiste s'est renforcé. Dans un pays fortement attaché au projet européen, le Brexit a contribué à accélérer la volonté d'une majorité d'écossais de se prononcer une nouvelle fois sur leur avenir en tant que Nation. Il y a quelques semaines, le gouvernement écossais a annoncé l'organisation d'un nouveau référendum à l'automne 2023 : Indyref2.

Le parti Alba est très engagé pour que ce référendum ait lieu et permette, cette fois-ci, à l'Ecosse de devenir un nouvel Etat européen. Il y a quelques semaines, Neale Hanvey et son collègue Kenny MacAskill ont été suspendus de leur fonction de parlementaires par le speaker britannique pour avoir interpellé le Premier ministre anglais Boris Johnson quant à l'exigence d'organiser ce référendum conformément au souhait du peuple écossais.



#### EUSKAL HERRIA

Jon Iñarritu, député d'EH Bildu (Hegoalde, Pays Basque Sud) au Congrès des députés de Madrid ainsi que Nikolas Blain, coordinateur d'EH Bai (Ipparalde, Pays Basque Nord) représenteront la Nation basque.



Leur présence aux Ghjurnate 2022 sera l'occasion d'évoquer l'évolution du processus de résolution du conflit plus de dix ans après le lancement de la Conférence internationale d'Aiete et de revenir sur l'action de désobéissance civile menée le 23 juillet dernier par les Artisans de la Paix et Bake Bidea afin de contraindre Paris à s'engager dans le sens de la libération des prisonniers politiques.



#### TAHITI

À l'occasion des dernières législatives, nos amis indépendantistes polynésiens ont remporté l'élection dans les trois circonscriptions que comptent leur pays. Cette année, les trois députés du Tavini seront présents à Corti aux côtés de Corsica Libera. Il s'agit de Tematai Le Gayic, Steeve Chailloux et Moetai Brotherson, habitué des Ghjurnate et nouvelle élu comme Président de la Délégation des Outre-Mer au Palais Bourbon.





## GUYANE

Ce n'est pas la première fois que la Guyane et le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) participent aux Ghjurnate Internazionali. En revanche, cette année c'est en qualité de député que **Jean-Victor Castor représentera son pays après sa victoire aux dernières élections législatives**. Lors de sa campagne, il a fait de l'évolution institutionnelle et du combat pour la terre des priorités politiques.



## KANAKY

Depuis l'an passé, **Mickael Forrest, qui a déjà participé aux Ghjurnate en qualité de délégué du FLNKS, est ministre du Congrès de Nouvelle-Calédonie**.



Il y est notamment chargé des relations extérieures en lien avec le Président Louis Mapou. Sa participation à l'édition 2022 s'inscrit dans un contexte de reniement de la parole donnée de la part de l'Etat français qui a choisi de passer en force en décembre 2021 en organisant un « référendum d'autodétermination » sans la participation des forces indépendantistes. Il sera donc question des perspectives de relance du processus d'accession à la pleine souveraineté. Il sera accompagné de Aloisio Sako, Président du Rassemblement démocratique et élu au Congrès de Nouvelle-Calédonie.



## BIAFRA

**Pour la première fois de son histoire, E Ghjurnate accueilleront une délégation représentant le Biafra**, pays d'environ 70 millions d'habitants actuellement sous la domination du Nigéria. L'IPOB (Indigenous People of Biafra) milite pour la renaissance d'un Etat indépendant près d'un demi siècle après la proclamation de la République du Biafra (1967-1970).



Actuellement, l'IPOB mène une campagne d'information internationale pour obtenir la libération de son leader, Nnamdi Kanu, et médiatiser la situation subie par les peuples indigènes du Biafra livrés aux exactions de groupes islamistes tels que Boko Haram. Chika Edoziem, chef de la Direction d'Etat des Peuples Indigènes du Biafra prendra la parole au nom de son organisation.



## SARDIGNA

En 2021, les organisations indépendantistes iRS (Indipendentzia Repùbrica de Sardigna), ProgReS (Progetu Republica) et Torra! se sont engagées dans un processus de dialogue et d'action commune baptisé « Est Ora ! ». **Simone Maulu pour iRS et Adriano Sollai pour**

**ProgReS prendront part aux débats des Ghjurnate**. Ce sera l'occasion de présenter l'initiative portée de façon conjointe avec Corsica Libera sur la question du coût de la dépendance militaire.

La Nation sarde sera également représentée par une délégation de Sardigna Nazione Indipendentzia et son porte-parole historique **Bustianu Cumpostu**.



## ARTSAKH

**Alexandre Santerian est à l'origine de la création du Comité de jumelage Corse-Arménie** dont l'objectif est de renforcer les liens de solidarité entre nos deux peuples. Il est également le représentant dans notre pays de la République d'Artsakh. Cette République en conflit avec l'Azerbaïdjan n'est pas reconnue à l'échelle internationale. Elle l'est de fait sur la terre de Corse depuis que l'Assemblée de Corse a unanimement reconnu son existence en 2020.



## KABYLIE

En 2009, Corsica Libera accueillait pour la première fois sous le chapiteau des Ghjurnate Ferhat Mehenni du MAK (Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie), mouvement de défense des droits du peuple kabyle. Depuis, les relations entre nos deux peuples se sont perpétuées. Cette année, Dyhia Harouni, coordinatrice du MAK Sud France représentera son parti à Corti. Elle sera accompagnée d'une très forte délégation de son parti.



**Alta**)))  
**Frequenza**  
*a radio*  
*di a Corsica*

## À RINGRAZIAVVI !

Le Ribombu, dans le cadre de son partenariat avec les Ghjurnate Internazionali di Corti publiera dans ce numéro et ceux à venir les annonceurs qui ont participé à l'organisation et à la réussite de ces rencontres ; sans eux rien ne serait possible et par leur contribution ils permettent la pérennité de cet événement : qu'ils en soient ici remerciés !

LOCATION

# TAG

**LOCATION DE TENTE  
MOBILIER MATÉRIEL ÉVÈNEMENTIEL  
VENTE DE BATIMENT MODULAIRE**

LOCATION TAG / Lieu-dit Linari 20290 LUCCIANA

Tél : 04.95.38.39.91 - Fax : 04.95.38.39.62

contact@chapiteaux-tag.com - www.chapiteaux-tag.com

# 21

## CENTURY 21

PAOLI IMMOBILIER

RÉSIDENCE ROI THÉODORE, BÂT B, MORIANI PLAGE, 20230 SAN-NICOLAO

paoli.immobilier@century21.fr  
Tél : 04.95.38.38.39

[www.century21-paoli-moriani-plage.com](http://www.century21-paoli-moriani-plage.com)



Centre Commercial  
**Corsaire**



BRASSERIE - GLACIER - PIZZERIA - BAR

Macinaggio, 20248 Rogliano

[WWW.USCALU.FR](http://WWW.USCALU.FR)



depuis 1978

La SAS Socodip est spécialisée dans la vente  
de peintures, revêtements de sols et muraux  
depuis plus de 40ans.



04 95 30 19 50  
[WWW.SOCODIP.COM](http://WWW.SOCODIP.COM)

Camping & Village Vacances

# Bagheera

★★★★

Domaine de Bagheera, 20230 Bravone  
Tél : 04 95 38 80 30 / 04 95 38 83 20  
06 20 65 28 33 / [bagheera@bagheera.fr](mailto:bagheera@bagheera.fr)  
[www.bagheera.fr](http://www.bagheera.fr)

**CORSE TELECOM**  
 TOUTES LES BATTERIES, PILES ET CHARGEURS  
 DONT VOUS AVEZ BESOIN

BASTIA : 04 95 58 96 68  
 RN193 Valrose - 20290 BORGIO  
 bastia@1001piles.com

**CORSICA BELLA**

Place Monument, 20217 Saint-Florent  
 04 95 37 06 49

**OPTIQUE ROGNONI**  
 8/10 rue César campinchi 20200 Bastia  
 04 95 33 47 04

**RIVA BELLA**  
**THALASSO & SPA RESORT**

Route de Riva Bella, Linguizzetta  
 04 95 36 38 38 / rivabella.corsica@gmail.com  
 RIVABELLA-SPA.COM

**CHEZ WALTER**  
 HÔTEL - RESTAURANT

CASAMOZZA 20290 LUCCIANA  
 04.95.36.00.09

**Le Relais de Lavasina**  
 STATION ESSO

0495332746  
 2022 BRANDO

**ETANG DE DIANA sarl**  
 E Nustrale di DIANA

Huîtres - Moules  
 Point de vente : étang de Diana

tél 049 570 253      adresse : BP n° 1 20 270 Aléria  
 fax 049 570 793      email : etangdiane@wanadoo.fr

**Lucciana Immobilier Sarl**  
 Locations - Gestion locative - ventes  
 Expertises immobilières

Lisa Bourgeois

04 95 36 21 21 / 06 28 64 40 64  
 449 Avenue de Borgo 20290 Borgo

Site : www.luccianaimmo.com      Mail : luccianaimmo@orange.fr

**PORT DE PLAISANCE**  
 Mare e Stagnu

Route De Calvi Lieu-dit Chinu  
 20217 Saint-Florent  
 04 95 39 14 54

HOMME - FEMME

**ALEXANDRE**

boutique.alexandre@xanadoo.fr      C.C.STE DEVOTE 20290 BORGIO  
 alexandreboutiques@orange.fr      tel : 0495361663

27 BLV PAOLI 20200 BASTIA  
 tel : 0495321320

**TRAVAGLINI**  
 Zone Artisanale 20212 SOLELLI  
 ☎ 04 95 36 90 03  
 Rampe Pozza 20250 CORTE  
 ☎ 04 95 36 94 27

**IMPÉRIALES**  
 Centre commercial Salvarelli  
 20218 PONTE LECCIA  
 ☎ 04 95 47 61 47

**Le Vesuvio**  
 BRASSERIE - PIZZERIA

C. Commercial Santa Devota  
 20290 BORGIO  
 ☎ 04.95.38.11.47

**La Roya**  
 HÔTEL

Tél : +33 (0)4 95 37 00 40  
 Fax : +33 (0)4 95 37 09 85  
 info@hoteldelaroya.com  
 www.hoteldelaroya.com

Plage de La Roya  
 20217 Saint-Florent

**SOLECO**  
 L'énergie solaire depuis 1982

SOLECO Borgo : Lieu-dit Valrose 20290 BORGIO

**FOOD TRUCK**  
 IND'È COLOSSE

**SPAR**  
**SAINT FLORENT**  
 résidence Saint-Anne, 20217 saint-florent

- Boucherie traditionnelle
- Libre-service
- Fruits et légumes
- Produits corses

04 95 37 00 56

**POMPES FUNEBRES MAZZIERI**  
**Espace Funéraire Costa Verde**  
*Chanatopraxie - Marbre - Fleurs*

POMPES FUNEBRES MAZZIERI

*Hôtel* ★★  
**Sampiero Corso**

Tél. : 04 95 46 09 76  
 Fax : 04 95 46 00 08  
 contact@sampierocorso.com  
 www.sampierocorso.com

Av. Président Pierucci  
 20250 CORTE

*A Cuccagna*

PRODUITS FERMERS  
 EPICERIE FINE

06 27 19 61 28  
 06 20 53 38 95  
 04 20 57 10 49

acuccagnacorti@gmail.com

Avenue Xavier Luciani  
 20250 CORTI

Restaurant  
**la Place**  
 - Chez Guillaume  
 et Angéline -

Tel. : 07.86.64.50.30    Fixe : 04.95.38.74.82  
 1 place Paoli - 20250 Corte

Instagram: restaurant\_la\_place\_corte  
 Facebook: Restaurant la place "Chez Guillaume"

gfgastronomie@outlook.fr

www.campingacquadolce.fr  
 20217 Saint-Florent

Camping

Vors Bastia

0495370863  
 0495370077  
 0495371282

**OLIVESI DOIZE**

*mag* *presse*

TABAC PRESSE  
 SOUVENIRS - PAPETERIE  
 JEUX LOTO FDJ

Tél/Fax: 04 95 38 53 72    20230 MORIANI PLAGÉ

**Utile**

**AU PANIER DU CAP  
 GOLFI, 20233 SISCOU**

**U MUNTAGNOLU**

15 Rue César Campinchi 20200 Bastia  
 04 95 32 78 04 / contact@umuntagnolu.com  
 www.umuntagnolu.com

**LA TOUR**

GLACIER PIZZERIA BRASERADE  
 EIS CAFE WEIN und BIER GARTEN

**A CASTAGNICCIA**

Épicerie fine  
 Fruits et Légumes  
 Produits Corses  
 Charcuterie Artisanale

EXPÉDITION DE COLIS  
 acastagniccia@orange.fr

Tél. 04 95 38 58 81 - 20230 MORIANI PLAGÉ

sarl **Jardin Service  
 FOURNY**

Route de l'Aéroport - 20290 BORG0  
 tél. : 04.95.38.31.36 - fax : 04.95.36.13.58  
 courriel : jardinservicefourny@wanadoo.fr

**L'ONDA**  
 RESTAURANT - BRASSERIE - PIZZERIA  
 SANTA SEVERA, 20228 LURI  
 04 95 35 05 77

**BORG0 CARROSSERIE**

borgo.carrosserie@wanadoo.fr  
 Fax 04.95.33.48.25

RN 193 - VALROSE  
 20290 BORG0    ☎ 04.95.33.48.28

*Le jardin  
 d'Antoine*

Restaurant - Pizzeria - Grill  
 Plage de rivière

**Roger Dufy**  
 BOUTIQUE

PRÊT-À-PORTER FÉMININ - MASCULIN

20290 CASAMOZZA  
 Tél. : 04 95 36 00 71

**Tabac Café " U Sciloccu "**  
 Boissons en libre-service

**MATTEI Jean-Pierre**  
 Mail: jmatteimatt@wanadoo.fr

Tel: 06.10.76.41.29  
 Instagram : u\_sciloccu\_macinaghju  
 Facebook: "U sciloccu" Tabac - Café Macinaghju  
 Port de Plaisance    20248 Macinaghju

SOIF DE CORSE



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.